

CTL emploi du 08/01/2019

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président

Le 21/12/18 s' est tenu le CTR budget emploi entérinant les suppressions d'emplois à la DGFIP pour cette nouvelle année.

Aujourd'hui nous sommes convoqués pour entériner la déclinaison de ces mêmes suppressions d'emplois pour la DDFIP 66

FO DGFIP avait demandé le report de ce Comité Technique de Réseau, à une date postérieure au Comité Technique Ministériel lui-même reporté du fait d'ajustements budgétaires à venir dans le PLF 2019.

Devant le refus de la DG d'accéder à cette demande et l'absence de réponse sur de nombreux autres sujets FO DGFIP a quitté la séance le 21/12/18 après lecture d'une déclaration liminaire.

Dans cette dernière, FO DGFIP a fait part de sa crainte que la DGFIP serve à nouveau de variable d'ajustement, car si 60% des engagements budgétaires nouveaux pris dernièrement par le Président de la République doivent être financés par l'emprunt, les 40 % restant reposent sur de nouvelles économies.

La campagne menée actuellement invoquant la mise en place du PAS pour justifier de nouvelles suppressions d'emplois n'est pas faite pour nous rassurer.

FO DGFIP 66 est confrontée aux mêmes problèmes que son syndicat national.

L'administration nous demande de nous prononcer sur des réformes que nous n'avons pas demandé, sans nous en donner les contours précis, dans un contexte de suppressions d'emplois dont le chiffrage et la volumétrie ne sont absolument pas maîtrisés pour l'avenir.

Dans ces conditions, il est impossible de travailler valablement dans les différentes instances paritaires.

Pire à l'image du PAS, si les choses se passent mal dans la mise en place d'une réforme, les agents sont d'ores et déjà désignés comme les boucs émissaires tout trouvés.

A l'heure où nous subissons de nombreuses applications informatiques non abouties qui ralentissent et perturbent nos travaux au quotidien, ce plan machiavélique génère au mieux de l'incompréhension et au pire de la colère.

Monsieur le Directeur, manifestement à la DGFIP et plus particulièrement à la DDFIP 66, la colère de nombreux agents gronde.

FO DGFIP a même dû déposer un préavis de grève reconductible à compter du 2 Janvier 2019

Trop de sujets néfastes pour les agents et le service public sont actuellement sur la table.

La Confédération Générale du Travail FO vient de réaffirmer tout récemment la nécessité d'engager la mobilisation à tous les niveaux permettant de créer le rapport de force interprofessionnel , y compris par la grève, pour obtenir l'augmentation générale des salaires et la préservation du service public, avec notamment l'arrêt de toute suppression de service public de proximité, ce qui englobe les Trésoreries.

En 2019 nous allons célébrer les 30 ans de 89, 1989 et pas 1789 même si l'actualité pourrait le suggérer.

Il est encore temps pour nos décideurs de se ressaisir et d'éviter un anniversaire explosif socialement

La balle est clairement dans leurs pieds.

A eux de jouer

Pour notre part nous estimons les avoir suffisamment alerté.

A force d'avoir toujours refusé les vraies discussions de fond sur le devenir de nos missions, de nos services, des personnels et de leur niveau de rémunération, c'est bien la DG avec les différents décideurs politiques, qui portent l'entière responsabilité de la situation sociale actuelle plus que dégradée à la DGFIP, et dangereuse pour le service public